

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/33373]

23 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif à l'Observatoire des politiques culturelles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 87, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif à l'Observatoire des politiques culturelles ;

Considérant le décret du 12 juillet 2001 érigeant l'Observatoire des politiques culturelles en établissement à gestion séparée ;

Sur proposition de la Ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif à l'Observatoire des politiques culturelles, le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o organes d'avis : les organes de concertation et de consultation institués par la Communauté française dans le cadre des politiques culturelles ; ».

Art. 2. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les mots « domaines précités » sont remplacés par les mots « domaines des politiques culturelles ».

Dans le 3^o du même alinéa, les mots « domaines précités » sont remplacés par les mots « domaines des politiques culturelles ».

Art. 3. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « instances d'avis » sont remplacés par les mots « organes d'avis ».

Art. 4. Dans l'article 11 du même arrêté, les mots « instances d'avis » sont à chaque fois remplacés par les mots « organes d'avis ».

Art. 5. Dans l'article 12 du même arrêté, les mots « instances d'avis » sont remplacés par les mots « organes d'avis ».

Art. 6. Dans l'article 15, alinéa 2, 4^o, du même arrêté, les mots « instances d'avis » sont remplacés par les mots « organes d'avis ».

Art. 7. L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. § 1^{er}. Peuvent participer aux travaux du Comité d'accompagnement :

1^o le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française ;

2^o l'Administration générale de la Culture du Ministère de la Communauté française ;

3^o le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ;

4^o le Conseil supérieur de la culture ;

5^o le Conseil de la langue française, des langues endogènes et des politiques linguistiques ;

6^o la Chambre de concertation des arts vivants ;

7^o la Chambre de concertation des musiques ;

8^o la Chambre de concertation des arts plastiques ;

9^o la Chambre de concertation des écritures et du livre ;

10^o la Chambre de concertation du cinéma ;

11^o la Chambre de concertation des patrimoines culturels ;

12^o la Chambre de concertation de l'action culturelle et territoriale ;

13^o le Conseil supérieur de l'éducation permanente ;

14^o le Forum des jeunes de la Communauté française ;

15^o la Commission consultative des maisons et centres de jeunes ;

16^o la Commission consultative des organisations de jeunesse ;

17^o la Chambre des Ecoles supérieures des Arts ;

18^o la Commission des Seniors de la Communauté française ;

19^o le Fonds de la Recherche Scientifique ;

20^o le Conseil supérieur de l'Education aux Médias ;

21^o la Commission nationale permanente du Pacte culturel ;

22^o l'Union des Villes et Communes de Wallonie ;

23^o l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

24^o l'Association des Provinces wallonnes ;

25^o le Fonds d'investissement pour les entreprises créatives (St'Art) ;

26^o l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS) ;

27^o l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) ;

28° l'Agence wallonne du patrimoine (AWaP) ;

29° la Direction du Patrimoine culturel de la Région de Bruxelles-Capitale ;

30° la Direction des Affaires culturelles et socioculturelles de la Commission communautaire française.

A cet effet, chaque département, organe ou organisme mentionné à l'alinéa 1^{er} peut déléguer un représentant ou une représentante pour siéger au sein du Comité d'accompagnement en qualité de membre effectif.

§ 2. Peuvent également participer aux travaux du Comité d'accompagnement en qualité de membres effectifs trois experts désignés par le Ministre parmi des personnalités du monde universitaire ou de centres de recherches issus de différentes académies et disciplines académiques, en lien avec les politiques culturelles. ».

Art. 8. L'article 26 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. § 1^{er}. Sont associés aux travaux du Comité d'accompagnement :

1° les services généraux de l'Administration générale de la culture du Ministère de la Communauté française, chacun pour les travaux qui le concernent ;

2° Wallonie-Bruxelles International (WBI) ;

3° la Cellule architecture du Ministère de la Communauté française

4° la Direction des Infrastructures culturelles du Ministère de la Communauté française ;

5° l'Administration générale de l'enseignement du Ministère de la Communauté française;

6° la Direction de la recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;

7° l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) ;

8° l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (OEJA) ;

9° l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) ;

10 le Comité de pilotage du Parcours d'éducation culturelle et artistique (CoPil PECA) ;

11° l'Entreprise des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication (ETNIC).

A cet effet, chaque département, organe ou organisme mentionné à l'alinéa 1^{er} peut déléguer un représentant ou une représentante pour siéger au sein du Comité d'accompagnement en qualité de membre associé.

Le coordinateur et les membres de l'équipe de recherche de l'Observatoire ont également la qualité de membres associés.

§ 2. Le Ministre, ainsi que les autres membres du Gouvernement concernés par l'ordre du jour, sont invités à assister aux travaux du comité d'accompagnement.

Ils peuvent désigner un représentant ou une représentante pour siéger, en leur nom, aux réunions auxquelles ils ne pourraient assister. ».

Art. 9. Dans l'article 28 du même arrêté, il est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le coordinateur et les membres de l'équipe de recherche de l'Observatoire assistent le Secrétaire général dans la préparation, la présentation des points portés à l'ordre du jour, les débats et délibérations. ».

Art. 10. Dans l'article 29 du même arrêté, il est inséré un alinéa 2 et 3 rédigé comme suit :

« Le Comité d'accompagnement ne siège valablement que si au moins un tiers des membres effectifs visés à l'article 25 y sont représentés.

Le secrétariat est assuré par le personnel de l'Observatoire. ».

Art. 11. Dans l'article 30, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « visés au 21° » sont remplacés par les mots « visés au § 2 ».

Art. 12. Dans l'article 32, alinéa 2, du même arrêté, les mots « visés au 21° » sont remplacés par les mots « visés au § 2 ».

Art. 13. La Ministre de la Culture est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des médias et des Droits des femmes,

B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/33373]

23 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende het Waarnemingscentrum voor cultuurbeleid

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende het Waarnemingscentrum voor cultuurbeleid;

Overwegende het decreet van 12 juli 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor cultuurbeleid als een afzonderlijk beheerde instelling;

Op de voordracht van de minister van Cultuur;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende het Waarnemingscentrum voor cultuurbeleid, wordt punt 5° vervangen door hetgeen volgt:

“5° adviesorganen: de overleg- en raadplegingsorganen die door de Franse Gemeenschap in het kader van het cultuurbeleid zijn ingesteld;”.

Art. 2. In artikel 3, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden “voormelde gebieden” vervangen door de woorden “gebieden van het cultuurbeleid”.

In punt 3° van hetzelfde lid worden de woorden “bovengenoemde gebieden” vervangen door de woorden “gebieden van het cultuurbeleid”.

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden “adviesorganen” vervangen door de woorden “adviesorganen”.

Art. 4. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden “adviesinstanties” vervangen door de woorden “adviesorganen”.

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden “adviesinstanties” vervangen door de woorden “adviesorganen”.

Art. 6. In artikel 15, tweede lid, 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden “adviesinstanties” vervangen door de woorden “adviesorganen”.

Art. 7. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art. 25 § 1. Kunnen aan de werkzaamheden van het begeleidingscomité deelnemen:

- 1° het Secretariaat-Generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 2° de Algemene Administratie voor Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 3° de Conseil supérieur de l’audiovisuel (CSA);
- 4° de Hoge Raad voor Cultuur;
- 5° de Raad voor de Franse taal, de endogene talen en het taalkundig beleid
- 6° de Overlegkamer voor de Levende Kunsten
- 7° de Overlegkamer inzake Muziek
- 8° de Overlegkamer voor de Plastische Kunsten
- 9° de Overlegkamer inzake geschriften en het boek
- 10° de Overlegkamer inzake Film
- 11° de Overlegkamer voor het Cultureel Erfgoed
- 12° de Overlegkamer voor culturele en territoriale actie;
- 13° de Hogere Raad voor het Permanente Opvoeding
- 14° het Jeugdforum van de Franse Gemeenschap
- 15° de Adviescommissie van jeugthuizen en -centra
- 16° de Adviescommissie van jongerenorganisaties
- 17° de Kamer van Hogere Kunstscholen
- 18° de Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap;
- 19° het Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek;
- 20° de Hoge Raad voor Media-opvoeding
- 21° de Nationale Permanente Commissie van het Cultureel Pact
- 22° de Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië;
- 23° de Vereniging van de Steden en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 24° de Vereniging van de Waalse Provincies;
- 25° het Investeringsfonds voor Creatieve Ondernemingen (St’Art);
- 26° het Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek (IWEPS);
- 27° het Brussels Instituut voor de Statistiek en de Analyse (IBSA);
- 28° het Waals Agentschap voor het Patrimonium (AWaP);
- 29° de Directie Cultureel Erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 30° de Directie Culturele en Socio-culturele Aangelegenheden van de Franse Gemeenschapscommissie.

Daartoe kan elke in lid 1 genoemde dienst, orgaan of organisatie een vertegenwoordiger/-ster afvaardigen om als werkend lid in het begeleidingscomité zitting te nemen.

§ 2. Drie door de minister benoemde deskundigen uit de academische wereld of uit onderzoekscentra van verschillende academies en academische disciplines met betrekking tot het cultuurbeleid kunnen eveneens als werkend lid deelnemen aan de werkzaamheden van het Begeleidingscomité.

Art. 8. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art. 26 § 1. Bij de werkzaamheden van het ondersteunend comité worden betrokken:

1° de algemene diensten van het Algemeen Bestuur voor Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, elk voor het werk dat hem aanbelangt

- 2° Wallonie-Bruxelles International (WBI);
- 3° de cel Architectuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap
- 4° de Directie van de Culturele Infrastructuren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap
- 5° de Algemene Directie van het Onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 6° de Directie Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap
- 7° de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs (ARES)
- 8° het Waarnemingscentrum voor kinderen, jeugd en jeugdhulpverlening (OEJAJ);
- 9° het Bureau voor geboorte en kind (ONE);
- 10° de Stuurgroep van het traject Culturele en Artistieke Vorming (CoPil PECA);
- 11° het bedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologie (ETNIC).

Daartoe kan elke in lid 1 genoemde dienst, orgaan of organisatie een vertegenwoordiger/-ster afvaardigen die als geassocieerd lid zitting neemt in het begeleidingscomité.

De coördinator en de leden van het onderzoeksteam van het Waarnemingscentrum hebben eveneens de hoedanigheid van geassocieerd lid.

§ 2. De minister en andere bij de agenda betrokken leden van de regering worden uitgenodigd om de werkzaamheden van het begeleidingscomité bij te wonen.

Zij kunnen een vertegenwoordiger aanwijzen om namens hen deel te nemen aan vergaderingen die zij niet kunnen bijwonen.

Art. 9. In artikel 28 van hetzelfde besluit wordt een lid 4 ingevoegd dat luidt als volgt:

“De coördinator en de leden van het onderzoeksteam van het waarnemingscentrum staan de secretaris-generaal bij in de voorbereiding, de presentatie van de agendapunten, de debatten en de beraadslagingen.”.

Art. 10. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden een lid 2 en 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Het begeleidingscomité kan slechts geldig vergaderen indien minstens een derde van de in artikel 25 bedoelde werkende leden vertegenwoordigd is.

Het secretariaat wordt waargenomen door het personeel van het Waarnemingscentrum”.

Art. 11. In artikel 30, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “bedoeld in punt 21°” vervangen door de woorden “bedoeld in paragraaf 2”.

Art. 12. In artikel 32, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “bedoeld in punt 21°” vervangen door de woorden “bedoeld in paragraaf 2”.

Art. 13. De minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 september 2021.

Voor de regering:

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/21986]

17 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté ministériel fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 1.7.3-4 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun

La Ministre de l'Education,

Vu le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, notamment son article 1.7.3-4 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment son article 13, § 1^{er}, 6° ;

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Installation de la Commission

Article 1^{er}. La Commission créée et composée conformément à l'article 1.7.3-4 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, ci-après dénommée « la Commission », est installée auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Direction générale de l'Enseignement obligatoire, rue A. Lavallée 1, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Art. 2. La Commission est un organe non permanent. Elle est convoquée conformément à l'article 1.7.3-4, § 1^{er}, alinéa 2, suite à une requête ayant trait à toute demande relative aux infractions édictées à l'article 1.7.3-3 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et l'intérêt de l'enseignement. Conformément à cet article, elle peut également rendre des avis sur demande du Gouvernement, ou se saisir d'initiative de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 1.7.3-3 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit, comme l'édicte l'article 1.7.3-5, § 2, du décret.

La Commission est saisie d'initiative lorsqu'au moins un représentant des membres cités à l'article 1.7.3-4, § 2, du décret lui transmet une requête.